ASSEMBLÉE NATIONALE

9 mai 2025

FIN DE VIE - (N° 1364)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N ° 1999

présenté par

M. Trébuchet, M. Lenoir, M. Michoux, M. Fayssat, M. Bernhardt, M. Verny, M. Bentz,
M. Casterman, Mme Lorho, Mme Martinez, M. Mauvieux, M. Meurin, M. Monnier, M. Odoul,
Mme Pollet, M. Rambaud, Mme Roy, Mme Sicard et M. Limongi

ARTICLE 2

À l'alinéa 6, après le mot :

« personne »,

insérer le mot :

« majeure ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'exemple de la Belgique, qui autorise depuis 2014 l'euthanasie pour des mineurs atteints d'une maladie incurable et souffrant de douleurs physiques constantes et insupportables, devrait nous alerter sur les dérives potentielles d'une extension du suicide assisté et de l'euthanasie.

Pour éviter toute dérive similaire et garantir une protection renforcée des mineurs, il est indispensable de préciser explicitement, au cœur même de l'article 2, que seules les personnes majeures peuvent solliciter l'aide à mourir, qu'il s'agisse du suicide assisté ou de l'euthanasie.